

## *Nous avons accepté l'inacceptable*

*Les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux; ceux qui sont plus dangereux, ce sont les hommes ordinaires, les fonctionnaires prêts à croire et à obéir sans discuter.*

Primo Levi

Je reprends, en guise d'entame – paradoxale – la provocation d'Howard Zinn<sup>1</sup> : le problème, ce n'est pas la désobéissance, le problème, c'est l'obéissance<sup>2</sup>. À quoi fait écho la phrase de Wilhem Reich : « La vraie question n'est pas de savoir pourquoi les gens se révoltent, mais pourquoi ils ne se révoltent pas<sup>3</sup>. »

Les raisons de ne plus accepter l'état actuel du monde, son cours catastrophique, elles sont presque trop nombreuses. Les épeler toutes reviendrait à une litanie des désastres.

### *Désobéir*

Je ne retiendrai ici que trois, quatre motifs massifs qui auraient dû depuis longtemps susciter notre désobéissance et devraient la provoquer encore aujourd'hui puisqu'ils ne font, sous nos yeux, que s'aggraver.

Et pourtant rien n'arrive, personne ou presque ne se lève.

Le premier, c'est bien sûr le creusement des injustices sociales, des inégalités de fortune. L'annonce de Marx (la paupérisation radicale) se réalise toujours davantage<sup>4</sup>, comme si la globalisation avait permis enfin, après les blocages des nationalismes économiques, que se déploie dans toute son extension un capitalisme effréné, total, dont l'issue actuelle est la constitution d'une élite richissime, une minorité de gavés à mort, suffoquant sous le poids de leur fortune, face aux 99 % de dépossédés, traînant leur dette ou leur misère au bout des mains. Les spirales strictement complémentaires d'appauvrissement des classes moyennes et d'enrichissement exponentiel d'une minorité sont en place, démultipliées par les nouvelles technologies qui annulent les effets de retardement, de « frottement<sup>5</sup> » qui maintenaient jusque-là des équilibres raisonnables. Le processus s'accélère, il s'emballe. La rationalité actuarielle, celle des « assurances » (le calcul froid des risques), impose de faire payer partout l'argent cher à ceux qui n'en ont pas. Elle a pour elle une évidence arithmétique glacée qui, à peu de frais, lessive l'âme des décideurs éco-

*Nous avons accepté l'inacceptable*

nomiques, de tous ceux qui, tenant en main la liste du prochain fourgon de licenciés, peuvent dire, l'air pénétré de condescendance humiliante : « Que voulez-vous, c'est bien malheureux, mais enfin les chiffres sont les chiffres, et on ne va pas contre la réalité des chiffres. »

Sauf que la « réalité » des chiffres est introuvable, en dehors de son assise dans leur bonne conscience<sup>6</sup>. Ou plutôt non : la réalité des chiffres, c'est celle des *effets de réalité* produits, durs et terribles. Quand les équations sont prises comme source d'autorité, les tableaux Excel voix d'oracles devant lesquels on baisse respectueusement la tête, levier des décisions, alors les désespoirs sociaux, les misères de fins de mois, les déclassements, les ruines sont d'avance justifiés. Et tout cela a lieu « conformément » à la loi d'airain de l'économie, à la « réalité » incontournable des équations : les chiffres sont les chiffres.

Quelle réalité ? Pas celle, étouffée, des solidarités interindividuelles, du sens élémentaire de la justice, de l'idéal de partage. Pas l'épaisseur des réalités humaines, que les dirigeants – les « responsables » comme on dit, par ironie sans doute – dans un mélange d'indifférence et de calcul, oublient, dissimulent, se cachent à eux-mêmes derrière l'écran de leurs statistiques imprimées sur du papier brillant.

Et quelle loi « supérieure » ? Je ne vois surtout qu'une cupidité éhontée. Où est la providence qu'ils invoquent ? Et la nécessité immanquable ? Je comprends que les puissances de pouvoir et

*Désobéir*

d'argent puissent à ce point, quand on leur en fournit l'occasion, apporter témoignage de leur foi. À voir la piété affichée des dirigeants d'entreprises, j'ai cru longtemps à l'hypocrisie. Et pourtant non. Le cynisme est parvenu à un degré supérieur, presque éthéré, où il n'est pas détachable de la sincérité. Car les lois de l'économie et les décrets de Dieu se ressemblent, flottant dans cette transcendance qui les fait se confondre, propageant une inéluctabilité qui « s'impose » à tous sans exception, comme le temps qu'il fait et la mort qui viendra. C'est à ce point que, de se trouver immensément privilégié, bénéficiaire de l'ordre du monde – face à la masse dont le destin n'est plus désormais que de *survivre* – cela rendrait presque humble. Où l'on se dit que tant de déraison – cette monstruosité démente des inégalités – doit avoir une explication supérieure, théologico-mathématique au moins, et ne serait que de surface. C'est bien là la fonction atroce de l'introduction du formalisme mathématique en économie : innocenter celui qui engrange les bénéfices. Non, il n'est pas le salaud de profiteur qui fait crever l'humanité, mais l'humble serviteur de lois dont la souveraineté, la complexité échappent au commun des mortels. J'entends la voix de ces dirigeants surpayés, de ces sportifs millionnaires. Ils se donnent une conscience facile en opposant : « Mais enfin, ces émoluments exorbitants, je ne les ai pas exigés, on me les a proposés ! C'est bien que je dois les valoir. » Allez dire aux travailleurs surexploités

*Nous avons accepté l'inacceptable*

qu'ils méritent leur salaire et qu'ils sont sous-payés parce qu'ils sont des sous-hommes.

Le double processus de l'enrichissement des riches et de l'appauvrissement des pauvres entraîne l'effondrement progressif de la classe moyenne<sup>7</sup>. L'arrogance ou le désespoir: il existe de moins en moins de réalité intermédiaire entre ceux qui exigent depuis leurs fauteuils capitonnés la majoration maximale de leurs actions et ceux auxquels on impose la diminution de ces salaires bientôt insuffisants, je ne dis même pas pour vivre, mais pour rembourser leurs dettes. La vie, c'est le très peu qui reste une fois qu'on a payé les banques. Les règles de solidarité les plus élémentaires s'effritent. La réalité humaine se dissout et il ne reste plus, dans les salons dorés des dirigeants légèrement pensifs et vautrés, que Dieu et les équations, alors que, dans l'autre monde, on se déchire les miettes. Avec la disparition de la classe moyenne, c'est l'existence d'un monde commun qui se perd – les idéaux d'utilité générale, de bien public ayant toujours eu comme fonction de préserver la consistance d'une classe moyenne qui imposait des limites à l'extrême misère et à l'extrême richesse, et constituait, comme l'écrivait il y a plus de vingt siècles Euripide dans ses *Suppliantes*, la possibilité même de la démocratie<sup>8</sup>.

Pourtant la cassure n'attise pas excessivement encore la haine politique du peuple contre les nantis. Elle se diffracte en une série indéfinie de divisions internes. Parce que la condition des plus

### *Désobéir*

aisés suscite surtout la passion amère de leur ressembler, parce que la fierté d'être pauvre, alimentée par l'espérance de revanches futures, a laissé place à une honte agressive, parce que le message véhiculé partout est qu'il n'y a de sens à vivre que dans la consommation à outrance, en se laissant aspirer par le présent dans une jouissance facile. Pour ces raisons, et d'autres encore, la colère juste d'une majorité exploitée contre la minorité est court-circuitée, redistribuée en haine des petits profiteurs et peur des petits délinquants.

La vitesse d'enrichissement des possédants augmente, la spirale du déclassement s'accélère. La richesse des puissants défie l'imagination, et la détresse de ce qu'on appelait autrefois les « fins de mois » – mais aujourd'hui ce sont les dix, les vingt ans à venir qui sont obérés – n'est pas représentable dans les hautes classes qui ne sursautent que devant les *variations* de leurs profits immenses. Parler d'« injustice » est devenu obsolète. Nous sommes à l'âge de l'indécence. Les rémunérations des dirigeants de grandes entreprises, les salaires des sportifs ultra-médiatisés, les émoluments des artistes sont devenus *obscènes*. Les inégalités sont parvenues au point où seule l'hypothèse de *deux humanités* pourrait les justifier.

Le deuxième intolérable de notre monde actuel, c'est la dégradation progressive de notre environnement. L'air, les sols et ses « produits », la végétation : tout est pollué, encrassé jusqu'à la suffo-

*Nous avons accepté l'inacceptable*

cation. La Nature s'était pourtant depuis toujours définie par sa capacité de renouvellement, de répétition du Même. On disait : les productions culturelles s'usent, vieillissent et meurent, la Nature au contraire est un Printemps essentiel. Tout, chaque fois, recommence. Éternelle répétition du Même, incessant redépart, réapparition magique des mêmes formes, fraîcheur inaltérée. Le chœur d'*Antigone* chantait « la Terre infatigable » (vers 339). Eh bien la Terre s'est fatiguée, le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de l'épuisement et du désert. L'humanité pose à la Nature la question de ses limites. Fécondité des terres exténuée, ressources taries, stocks épuisés.

Hans Jonas avait posé dans son *Principe responsabilité*<sup>9</sup> la question de l'irréversible. Il s'agissait de dire : pendant des siècles, nous autres, fragiles mortels, nous nous sommes protégés de la Nature par la technique. Mais nos capacités techniques ont évolué à ce point qu'elles affectent maintenant, non plus les caractères extérieurs du vivant, mais la base vitale elle-même – soit le cas exemplaire des modifications génétiques. Nous introduisons, par nos interventions techniques, des altérations irréversibles, et nous jouons aux apprentis sorciers. La Nature apparaît, pour la première fois, vulnérable. Pendant des siècles, nous avons tenté de nous protéger de la Nature par la technique. Désormais, c'est la Nature qu'il faut protéger de la technique. Mais aujourd'hui, près d'un demi-siècle après les analyses de Jonas, ce n'est plus de l'altération de la Nature

### *Désobéir*

qu'il est question, mais de sa *suffocation* : les conditions du « renouvellement » des espèces vivantes et des ressources naturelles ne sont plus rassemblées, le cycle de la renaissance s'est brisé. Ce qui menace, c'est la fin des printemps.

Le dernier inacceptable, enveloppant sans doute les deux premiers et leur imprimant un mouvement de spirale, tourne autour du processus contemporain de création des richesses. Ce qu'on appelle « capitalisme » est diffus, complexe, protéiforme. Il demeure que, entre la systématisation de l'actionnariat, l'importance de la spéculation financière, le principe généralisé de l'endettement et les accélérations permises par les nouvelles technologies, c'est bien un nouveau capitalisme qui s'est imposé depuis plusieurs décennies : un mode de création des richesses par la dette et la spéculation qui disqualifie le travail (le salaire, c'est bon pour les pauvres), exténue les forces et le temps. Ce n'est pas précisément qu'on se précipite *vers* le gouffre – et encore moins un mur –, le gouffre même *est* cette précipitation. L'enrichissement se fait au détriment de l'humanité à venir.

Ce monde, avec ses inégalités abyssales, l'effondrement de ses assises naturelles, sa course en avant suicidaire, ce monde que nous laissons comme un legs nauséabond aux générations futures, c'est le nôtre. Et quand je dis « nôtre », ce n'est pas seulement pour dire aujourd'hui par rapport à hier. Je dis « nôtre » pour dire : le monde que nous avons



*Nous avons accepté l'inacceptable*

construit, dont nous avons accepté qu'il s'édifie, depuis plusieurs décennies déjà, le monde en tout cas que nous laisserons à ceux qui viendront après nous. Ils nous trouveront d'un égoïsme dément, d'une irresponsabilité mortelle.

Et pourquoi n'avoir rien dit, pourquoi, devant l'imminence de la catastrophe, restons-nous encore aujourd'hui à ce point les bras ballants et les yeux, je ne dis pas même résignés, mais cherchant à regarder ailleurs? Pourquoi avons-nous laissé faire, pourquoi nous être comportés en spectateurs du désastre?

Ce livre pose la question de la désobéissance *à partir de celle de l'obéissance*, parce que la désobéissance, face à l'absurdité, à l'irrationalité du monde comme il va, c'est l'évidence. Elle exige peu d'explications. Pourquoi désobéir? Il suffit d'ouvrir les yeux. La désobéissance est même à ce point justifiée, normale, que ce qui choque, c'est l'absence de réaction, la passivité.

Pourquoi obéissons-nous et surtout: comment obéissons-nous? Nous avons besoin d'une stylistique de l'obéissance qui seule pourra nous inspirer une stylistique de la désobéissance. Redéfinir la différence entre la soumission, le consentement, le conformisme, etc.; faire des distinctions entre le droit de résistance, l'objection de conscience, la rébellion, etc.

On a beaucoup étudié les critiques de la démocratie<sup>10</sup>. Ce livre défend l'idée d'une *démocratie critique*. La démocratie est bien autre chose qu'une

## *Désobéir*

forme institutionnelle caractérisée par de « bonnes » pratiques ou procédures, inspirée par la défense des libertés, l'acceptation de la pluralité, le respect des dispositions majoritaires. Même si elle *doit être cela*, la démocratie désigne aussi une tension éthique au cœur de chacun, l'exigence de réinterroger la politique, l'action publique, le cours du monde à partir d'un *soi politique* qui contient un principe de justice universelle et n'est surtout pas la simple « image publique » de soi, par opposition au moi interne. Il faut cesser de confondre le public et l'extérieur. Le soi public est notre intimité politique. Il est, en nous, puissance de jugement, capacité de penser, faculté critique. C'est depuis ce point en nous que sourd le refus des évidences consensuelles, des conformismes sociaux, du prêt-à-penser<sup>11</sup>.

Cette ressource du soi politique, elle demeure vaine pourtant, improductive si elle n'est pas soutenue par un collectif, si elle ne s'articule pas sur une action d'ensemble, décidée à plusieurs, porteuse d'un projet d'avenir. Mais, sans elle, les mouvements de désobéissance risquent à chaque instant l'instrumentalisation, l'embrigadement, l'étouffement sous les mots d'ordre et le changement des chefs.

Ce mouvement par lequel le sujet politique se découvre en état de désobéir, c'est ce que nous appellerons la « dissidence civique ».

L'insurrection ne se décide pas. Elle saisit un collectif, quand la capacité à désobéir ensemble redevient sensible, contagieuse, quand l'expérience

*Nous avons accepté l'inacceptable*

de l'intolérable s'épaissit jusqu'à devenir une évidence sociale. Elle suppose en amont l'expérience partagée, mais que personne ne peut se dispenser de vivre en, par et pour lui-même, d'une dissidence civique et de son appel. Depuis Socrate (« Soucie-toi de toi-même ! ») et depuis Kant (« Ose savoir ! »), elle est aussi le régime philosophique de la pensée, son intériorité intempestive.

À l'heure où les décisions des « experts » s'enorgueillissent d'être le résultat de statistiques anonymes et glacées, désobéir, c'est une déclaration d'humanité.

Ce livre ne porte pas sur les mouvements sociaux actuels, dans la diversité de leurs formes (luttés sociales, mouvements de désobéissance civile, constitution de Z.A.D., lanceurs d'alertes, contestations publiques de la loi, appels à l'insurrection) et de leurs motivations (défense de l'environnement, justice sociale, reconnaissances symboliques, protection des minorités, respect de la dignité des personnes<sup>12</sup>). Il ne les ignore pas, mais veut juste, en amont de l'éclat effectif des révoltes, comprendre à quel point désobéir peut être une victoire sur soi, une victoire contre le conformisme généralisé et l'inertie du monde. Ce livre voudrait comprendre, en interrogeant les conditions éthiques du sujet politique, pourquoi il est si facile de se mettre d'accord sur la désespérance de l'ordre actuel du monde, et si difficile pourtant de lui désobéir.